



Face à la casse des services publics de l'éducation et de l'enseignement supérieur et de la recherche, les organisations étudiantes représentatives appellent à la mobilisation générale !

Alors que la rentrée universitaire a été entamée, le mouvement social est en ordre de bataille pour mettre un coup d'arrêt aux politiques de Macron. Le 18 septembre, face aux coupures budgétaires et à la casse de notre modèle social, un million de personnes sont descendues dans la rue dont plus d'une centaine de milliers de jeunes étudiant·e·s et lycéen·ne·s.

Ces dernières années ont été teintées par une précarisation croissante de la jeunesse. Avec des frais obligatoires comme les frais de scolarité qui augmentent à l'université, des aides sociales dérisoires face aux besoins réels, un système de bourses à bout de souffle qui ne répond en rien aux besoins des étudiant·e·s, et un coût de la vie étudiante en constante augmentation, le droit fondamental qu'est l'accès à l'éducation devient un privilège.

Alors que 1 étudiant·e sur 3 n'a plus que 100 euros de reste à vivre après le règlement du loyer et que des milliers d'étudiant·e·s s'enfoncent dans la précarité, l'austérité budgétaire imposée par le gouvernement de F. Bayrou a provoqué la mise à l'arrêt des concertations dans lesquelles nos organisations ont participé, pour une refonte structurelle du système de bourses. Cette austérité témoigne une nouvelle fois du mépris du gouvernement vis-à-vis de la jeunesse et de ses aspirations à s'émanciper et se construire un avenir digne.

Par ailleurs, le doublement des franchises médicales est un coup porté à la jeunesse, qui se voit précarisée sur tous les aspects de sa vie. Souvent dans l'incapacité financière de se payer des mutuelles, les jeunes qui ne se soignent déjà pas ne pourront plus se permettre d'accéder aux soins et aux médicaments nécessaires à leur santé. De plus, l'augmentation des franchises médicales va mécaniquement faire augmenter le prix des mutuelles, les rendant toujours plus inaccessibles pour les étudiant·e·s, les contraignant à ne pas en avoir ou à rester affilié·e·s à celle de leurs parents.

Par ailleurs, l'année blanche sur les aides sociales et notamment la stagnation des APL a pour conséquence un appauvrissement de la population étudiante dont le loyer représente 60% du budget. De plus, la crise du logement étudiant atteint des sommets dramatiques : des milliers d'étudiant·e·s logeant dans le parc privé doivent assumer des loyers hors de prix, et parfois doivent batailler face au non-respect de l'encadrement des loyers. Alors que les logements CROUS sont censés être un rempart face à la tension sur le marché locatif privé, les logements en résidences universitaires manquent gravement : seulement 6% d'étudiant·e·s ont accès à ces logements tandis que moins de 10% des 60 000 logements promis par E. Macron sont sortis de terre. Au-delà du logement, c'est tout le réseau des

CROUS qui subit un déficit dramatique, ne permettant plus à celui-ci de répondre à ses missions premières, pourtant essentielles en tant que seul service public destiné à lutter contre la précarité étudiante.

L'austérité budgétaire qui visent l'ensemble des services publics n'épargne pas le service public de l'enseignement supérieur : suppressions massives de places en licence et en master, locaux en état de délabrement total, manque de professeur·e·s et de places dans les amphithéâtres, fermetures de formations... Ces coupures budgétaires répétées visant les universités ont créé des conditions d'études déplorables ayant pour conséquences directes la mise en danger de la réussite de l'ensemble des étudiant·e·s.

Alors que chaque année le nombre de places dans les formations est réduit drastiquement, les logiques de sélection imposées par le gouvernement d'E. Macron laissent chaque année des dizaines de milliers de jeunes sur le bas côté, privé·e·s d'accès aux études supérieures et contraint·e·s de se tourner vers l'enseignement privé ou tout simplement d'abandonner leurs études. Le renforcement du privé dans le paysage de l'ESR français ainsi que le renforcement des logiques de concurrence entre établissements et entre formations, témoignent d'une marchandisation de l'enseignement et de la production de savoir et non plus d'une mission de service public. Nos organisations dénoncent ces politiques gouvernementales où l'heure n'est pas à la défense de notre modèle universitaire mais à la libéralisation croissante de notre service public de l'ESR.

Face à l'aggravation constante de la précarité étudiante et la casse du service public de l'enseignement supérieur, nos Organisations Représentatives Étudiantes s'inscrivent pleinement dans la mobilisation en cours contre l'austérité budgétaire et revendiquent :

- Un investissement massif dans le service public de l'éducation et de l'enseignement supérieur et de la recherche
- La fin de la sélection en licence et en master
- La construction de 150 000 logements appartenants et gérés par le CROUS
- La construction d'universités de proximité ainsi l'augmentation des capacités d'accueil dans les formations
- La reprise des concertations sur la réforme des bourses accompagnées d'un réel budget permettant l'augmentation simultanée des montants et du nombre de bénéficiaires
- L'annulation du doublement des franchises médicales et un financement des SSE à la hauteur des besoins pour l'égalité d'accès aux soins
- L'inscription, l'accueil et la régularisation de tou·te·s les étudiant·e·s réfugié·e·s notamment de Palestine
- Un financement à la hauteur dans les cellules de veille et d'écoute, dans les missions égalités

Nos organisations s'inscrivent également dans les revendications de l'intersyndicale. La lutte contre la casse des services publics et de notre modèle de sécurité sociale durement conquis est l'affaire de tou·te·s et nos organisations s'y associent entièrement. Nous appelons les étudiant·e·s à construire la mobilisation dans les universités et nous nous inscrivons dans la prochaine date de mobilisation avec l'intersyndicale.